

Perspectives

N°22/381 – 12 décembre 2022

CHINE – Vers la fin du zéro-Covid ?

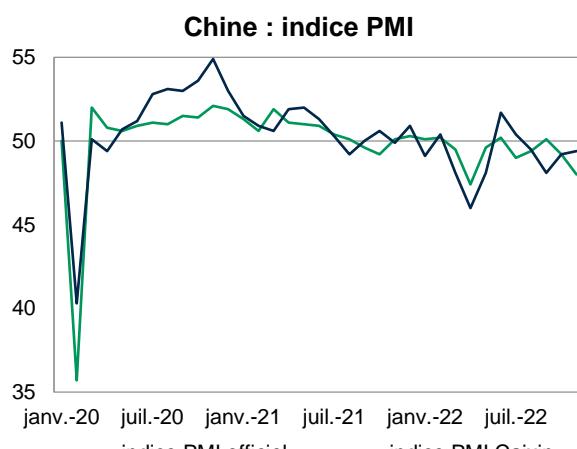
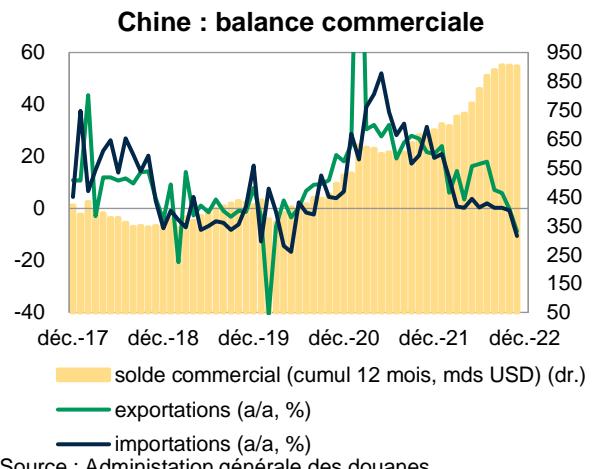
Est-ce la peur de nouvelles manifestations, notamment étudiantes, ou bien la parution de décevants chiffres de commerce qui auront fini de convaincre – mais pour combien de temps – la Chine qu'il était peut-être enfin temps d'en finir avec la stratégie zéro-Covid ? Une conjonction des deux, sûrement, même si la réaction immédiate des autorités face aux premières tensions tend à indiquer que c'est surtout la perspective de l'agitation sociale qui a précipité les décisions.

D'abandon total de la stratégie zéro-Covid, il n'est cependant pas encore question, mais enfin les mesures les plus restrictives (confinement en centres de quarantaine, tests de moins de 48 heures exigés pour entrer dans les magasins ou prendre les transports, blocage des déplacements entre provinces) ont été levées.

À voir maintenant comment la Chine gèrera la vague de contaminations qui devrait, selon les prévisions des épidémiologistes, traverser le pays, et surtout la pression sur son système hospitalier, alors même que le taux de vaccination, notamment des personnes âgées, demeure toujours en-dessous du seuil nécessaire à la protection de la population.

Au-delà de la contestation sociale, donner de l'air à l'économie

Les données d'activité du mois de novembre ne seront publiées que dans une semaine, mais les chiffres du commerce extérieur et les indices PMI évoquent un climat économique en dégradation, toujours affecté par les restrictions sanitaires et le ralentissement de la demande mondiale. Les exportations ont ainsi reculé de 8,7% en glissement annuel (g.a.), plus encore pour les produits liés à la pandémie (matériel médical) et les appareils électroniques (PC, tablettes, portables), dont les sites de production ont été particulièrement affectés par les confinements.



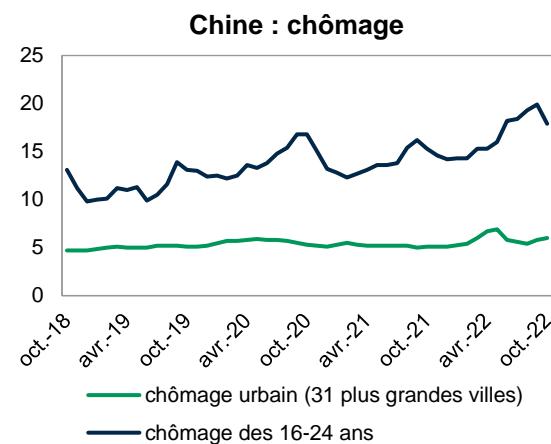
Côté géographie, c'est surtout les retournements de cycle dans les pays avancés qui pèsent, en particulier côté américain (-25,4% en g.a.) et européen (-10,6% en g.a.), alors que les plans de relance de 2021 et 2022 avaient largement alimenté l'appareil productif chinois. Le solde commercial, qui continue de se maintenir à des niveaux historiques (902 milliards de dollars en cumulé sur douze mois), se contracte très légèrement depuis septembre. Une trajectoire en ligne avec les indices PMI, entrés en zone de contraction depuis août, qui pointent un ralentissement à venir de la production industrielle.

Du côté de la demande, le panorama est encore plus sombre. Les importations ont reculé de 10,6%, et traduisent toujours la faiblesse de la demande interne. À l'exception des produits énergétiques, portés par un effet-prix, toutes les autres catégories déclinent nettement, des minéraux aux biens de consommation importés du Japon ou de Corée du Sud. De quoi annoncer une nouvelle contraction des ventes au détail, qui avaient déjà reculé en octobre (-0,5% en g.a.), et qui pourraient diminuer de plus de 4% en novembre.

Tout allègement des mesures sanitaires va donc apporter un peu d'air à une économie sous cloche, avant – peut-être – de renouer avec une croissance plus forte en 2023.

Ce qu'il va falloir régler

La liste est longue, mais deux priorités se dégagent. La première, c'est la création d'emplois, notamment pour les jeunes, diplômés ou non. Alors que le taux de chômage des 16-24 ans atteignait toujours 18% en octobre, c'est aussi de la peur de cette jeunesse, de plus en plus éduquée et qui commençait à se mobiliser sur les campus universitaires, qu'est venu l'allègement des restrictions. De manière générale, l'état du marché du travail, difficilement appréciable grâce aux statistiques disponibles qui ne prennent pas en compte les travailleurs migrants jouant le rôle de variable d'ajustement, sera au cœur des questions de croissance en 2023. De sa santé dépendront en effet les comportements de consommation des ménages, et leurs arbitrages en matière d'épargne de précaution.



La deuxième, c'est la gestion de la crise immobilière, et le positionnement de l'État. Les autorités chinoises, Xi Jinping le premier, ont tenu des propos très durs vis-à-vis des promoteurs et des spéculateurs du secteur. Un sauvetage de grande ampleur, avec un État se positionnant comme prêteur en dernier ressort, est donc improbable. Il n'empêche que les enjeux dépassent ceux des promoteurs : alors que le secteur immobilier capte plus de 75% des actifs financiers des ménages, impossible que cette crise vienne les appauvrir, d'autant plus que la hausse du PIB/habitant fait partie des objectifs chiffrés des autorités. Là encore, le discours s'est légèrement assoupli ces dernières semaines : si aucun plan de soutien massif n'est prévu, les autorités ont autorisé les banques à injecter de nouvelles lignes de crédits.

☒ Notre opinion – L'allègement tant attendu des mesures zéro-Covid est indéniablement une bonne nouvelle. Même si ce dernier semble avoir plutôt été dicté par des considérations politiques plutôt qu'économiques, le retour à une certaine normalisation de l'activité devrait aider les anticipations à s'ancre dans une trajectoire plus positive. Encore faut-il que les autorités ne fassent pas volte-face : peu et mal vaccinée, insuffisamment exposée au virus, la population chinoise va sûrement traverser des prochaines semaines difficiles, et voir son système hospitalier mis sous pression. Des pénuries de médicaments sont déjà signalées dans certaines villes. Quel est le seuil de malades, de morts acceptable pour l'État chinois ? Nul ne le sait, mais le risque, si la situation sanitaire dégénère, est de voir se créer une fracture sociale forte et durable autour des questions de confinement ou de vaccination, qui compliquerait encore plus les choix des autorités.

Article publié le 9 décembre 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
09/12/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/12/2022	La mondialisation au secours du climat	Monde, climat
08/12/2022	PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole	Agri-Agro-alimentaire
08/12/2022	France – Investissement et santé financière des entreprises	France
07/12/2022	Espagne : situation des entreprises au T3 2022	Espagne
07/12/2022	France – Immobilier résidentiel : les nuages s'accumulent, tassement en 2022 et 2023	France
06/12/2022	France – Des ménages plus fourmis que cigales	France
05/12/2022	Union européenne – L'Inflation Reduction Act – seuls les amis peuvent vraiment décevoir	Union européenne
02/12/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/12/2022	Allemagne – Un peu de répit avant une très probable entrée en récession	Allemagne
01/12/2022	COP27 : un premier pas vers la justice climatique	Afrique et Moyen-Orient
30/11/2022	Géo-économie – Le nouveau rôle des puissances secondaires	Monde
30/11/2022	Espagne – Vers un ralentissement du marché immobilier ?	Espagne
29/11/2022	Italie – Meloni funambule	Italie
28/11/2022	Qatar : quel est ce pays qui accueille la coupe du monde de football ?	Afrique et Moyen-Orient

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – Statistiques : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App storeAndroid : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.